

Gilles Roth: «Une politique budgétaire ambitieuse qui investit dans la cohésion sociale» (08.07.2024)

Communiqué par : ministère des Finances

En date du 8 juillet 2024, le ministre des Finances, Gilles Roth, a présenté aux membres de la commission des Finances et de la commission de l'Exécution budgétaire de la Chambre des députés, la situation financière de l'État au 30 juin 2024.

Une évolution globalement favorable des recettes

À la fin du second trimestre 2024, les recettes de l'Administration centrale ont progressé de +1.308,8 millions d'euros (+11,6%) en comparaison annuelle pour s'établir à 12.545,2 millions d'euros.

Cette évolution favorable est avant tout portée par les rentrées fiscales enregistrées au niveau de l'Administration des contributions directes (+889,6 millions d'euros ou +13,9%) avec un impôt sur le revenu des collectivités qui affiche une nette hausse de +475 millions d'euros (+37%) et de l'impôt commercial communal avec +184,1 millions d'euros (+29,5%) par rapport à la même période en 2023. Belle performance aussi pour les recettes liées à la retenue d'impôt sur les traitements et salaires avec une progression de +317,5 millions d'euros (+10,4%) et ce malgré l'adaptation du barème d'impôt sur le revenu des personnes physiques de 4 tranches indiciaires au 1er janvier 2024.

Les recettes perçues par l'Administration des douanes et accises ainsi que par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA augmentent respectivement de 41,2 millions d'euros (+4%) et de 240,3 millions d'euros (+6,9%).

Un solde de l'Administration centrale à +487 millions d'euros

Le solde de l'Administration centrale à fin juin s'élève à +487 millions d'euros.

Le ministre des Finances, Gilles Roth, commente: «L'évolution budgétaire à mi-parcours est globalement positive. Les finances publiques évoluent dans la bonne direction. Nous devons désormais garder le cap. Avec une politique budgétaire ambitieuse qui met l'accent sur des investissements dans la cohésion sociale, le renforcement du pouvoir d'achat des ménages, la transition écologique et la compétitivité de notre économie.»